

# BURKINA FASO



## SOIXANTE-TROISIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES



### DECLARATION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR BLAISE COMPAORE PRESIDENT DU FASO PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

NEW YORK, 24 SEPTEMBRE 2008

(Vérifier à l'audition)

*Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies  
Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations  
866 United Nations Plaza First Avenue, Suite 326/327A  
New York, N.Y 10017 Tél.: (1) 212-308-4720/21*

**Monsieur le Président de la 63<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale,  
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,  
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,  
Mesdames, Messieurs,**

**Monsieur le Président,** je vous adresse mes sincères félicitations pour votre élection à la présidence de nos travaux et vous assure du total soutien du Burkina Faso.

J'exprime à votre prédécesseur, Monsieur Srgyan KERIM, toute mon appréciation pour la compétence avec laquelle il a conduit les travaux de la 62<sup>ème</sup> session.

Il me plaît également de rendre un hommage mérité au Secrétaire général, Monsieur Ban Ki-moon, qui s'investit avec clairvoyance et abnégation pour mener à bien les réformes de notre Organisation, dans la perspective de la construction d'un monde sûr et en progrès continu.

Je lui renouvelle particulièrement nos chaleureux remerciements suite à la visite qu'il a effectuée en avril dernier dans notre pays.

**Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,**

La présente session de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui intervient à mi-parcours de l'échéance que nous nous sommes fixée pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, se tient également dans un contexte international marqué par des menaces pour la paix mondiale.

Aux crises alimentaire et énergétique est venu se greffer une crise financière d'une exceptionnelle gravité.

C'est donc une session charnière qui nous offre une formidable occasion d'évaluer les actions accomplies et de prendre les mesures correctives nécessaires.

A cet égard, je salue l'initiative d'organiser une réunion de haut niveau consacrée à l'examen à mi-parcours des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont les conclusions, j'en suis persuadé, aideront à la formulation de stratégies appropriées pour accélérer leur réalisation.

**Monsieur le Président,  
Honorables délégués,**

La crise alimentaire que le monde vit a suffisamment montré l'inconséquence de nos politiques agricoles et la fragilité de nos systèmes de production et de commercialisation. Il est urgent d'améliorer le fonctionnement des institutions internationales concernées, de relancer les investissements en faveur de l'agriculture

et de soutenir les organisations paysannes et professionnelles dans des partenariats innovants.

Pour ce faire, il est important de nous engager pour :

- des investissements massifs dans le monde rural ;
- une meilleure organisation des producteurs ;
- une plus grande maîtrise de l'eau ;
- une distribution plus efficace des semences et des engrais ;
- et un accès plus facile à la terre.

Quant à la crise énergétique, elle oriente nos recherches de solutions durables vers les ressources renouvelables, solaire, nucléaire, éolienne et les bio-énergies, en raison de l'impact du facteur énergie sur les stratégies de développement des Etats.

**Monsieur le Président,**

L'aide publique au développement connaît un fléchissement ces dernières années, portant à la fois sur son volume et sur son efficacité. Au-delà de la question centrale et récurrente du volume de l'aide publique au développement, quatre autres dimensions suivantes m'apparaissent fondamentales. Il s'agit de :

*Premièrement*, l'appropriation des politiques économiques et le soutien au renforcement des capacités de gouvernance de nos Etats ;

*Deuxièmement*, l'harmonisation et la simplification des procédures des donateurs ;

*Troisièmement*, l'alignement progressif de l'aide sur les programmes et priorités nationales de développement ;

*Quatrièmement*, une meilleure coordination des interventions des partenaires techniques et financiers sur le terrain, sous le leadership des gouvernements.

C'est l'occasion d'exprimer toute ma reconnaissance à l'ensemble de nos partenaires au développement, qui nous ont toujours accompagnés dans l'atteinte de résultats encourageants.

**Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,**

Le fléau de la drogue et des stupéfiants représente une menace pour l'Afrique en général et la sous-région ouest-africaine en particulier.

Utilisés comme points de départ et de transit pour l'exportation de drogues illicites, certaines parties de nos territoires sont confrontées à une véritable criminalité transfrontalière.

L'éradication rapide de ce fléau commande la solidarité et le soutien actif de la communauté internationale.

En ce qui concerne les questions environnementales, la communauté internationale doit s'investir davantage en vue d'apporter des réponses appropriées aux dérèglements climatiques sur notre planète.

Des réflexions scientifiques et politiques courageuses doivent être menées aujourd'hui, afin de prévenir et préserver, pour les générations futures, un écosystème non dégradé.

**Monsieur le Président,  
Honorables délégués,**

La résolution des conflits dans le monde, et singulièrement sur le continent africain, constitue un défi majeur pour la communauté des nations.

Le Burkina Faso, qui assure la présidence de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, s'évertue à apporter sa contribution au renforcement de la paix et de la sécurité, facteurs indispensables au progrès et à la démocratie.

En Afrique, des foyers de tension persistent, mais il y a lieu de saluer les progrès remarquables obtenus par de nombreuses médiations engagées dans les différentes régions, démontrant ainsi la capacité des Africains à résoudre par eux-mêmes d'abord leurs différends.

Au Darfour, la décision du Conseil de Sécurité a permis le déploiement d'une force hybride Nations Unies/ Union Africaine. Le Burkina Faso, qui prend part à cette opération de maintien de la paix, salue la nomination de Monsieur Djibrill BASSOLE en qualité de médiateur en Chef conjoint Nations Unies/Union africaine.

En raison de la complexité de sa mission, j'appelle la communauté internationale à lui apporter son appui, et à œuvrer à une reprise rapide du dialogue politique et au renforcement des capacités opérationnelles de la force hybride.

Nous sommes également préoccupés par le délitement de l'Etat somalien et les situations de crises postélectorales.

Concernant le Sahara Occidental, les efforts déployés par les protagonistes au conflit, et notamment par le Royaume du Maroc, ainsi que l'appel du Conseil de Sécurité pour un règlement empreint de réalisme offrent des perspectives encourageantes.

**Monsieur le Président,**

La zone sahélo-saharienne est depuis plusieurs années en proie à une insécurité récurrente. Des efforts collectifs de dialogue et de concertation sont nécessaires pour y ramener la paix et la sécurité.

A ce titre, nous saluons et soutenons l'Accord d'Alger intervenu récemment entre le Gouvernement malien et les rebelles touaregs.

Le Burkina Faso se félicite également des avancées enregistrées au Moyen Orient. Le raffermissement de la souveraineté du Liban, la création d'un Etat palestinien viable et la garantie de la sécurité d'Israël contribueront à l'établissement d'une paix durable dans la région.

Au sujet du nucléaire iranien, je souhaite que la raison l'emporte et que les négociations concilient les droits de l'Iran à acquérir le nucléaire civil et les craintes légitimes de la communauté internationale d'une prolifération du nucléaire militaire.

**Monsieur le Président,**

En Afghanistan et en Iraq, la situation demeure tragique, avec son lot quotidien de victimes, dont les plus nombreuses sont des civils innocents.

Le Burkina Faso continuera de s'investir avec l'ensemble de la communauté internationale au rétablissement de la paix dans ces pays.

L'actualité est aujourd'hui dominée par le conflit dans le Caucase. Tout en affirmant son soutien aux pourparlers conduits sous l'égide de l'Union Européenne, le Burkina Faso souhaite que la solution à cette crise se base sur un dialogue inclusif et sur le respect de la légalité internationale.

Je note avec satisfaction un réchauffement des relations entre la République de Chine (Taïwan) et la République populaire de Chine.

Je souhaite vivement que ce nouvel état d'esprit ouvre la voie à la participation de Taïwan aux activités des organismes internationaux.

**Monsieur le Président de la 63<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale,  
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,  
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,  
Mesdames, Messieurs,**

Depuis quelques années, l'ONU est engagée dans un processus de réformes qui devrait se traduire par une efficacité accrue de son action face aux exigences du monde moderne.

En dépit des progrès considérables réalisés, le chemin à parcourir demeure long. Notre volonté d'y parvenir doit cependant rester constante.

**Monsieur le Président,**

Le Burkina Faso a résolument foi au multilatéralisme et en la solidarité entre les peuples.

Il réaffirme sa disponibilité à apporter sa contribution, partout où il sera sollicité, pour la préservation et la consolidation de la paix, du développement et de la démocratie.

**Je vous remercie de votre attention**